

INTERNATIONAL vendredi 22 juillet 2011

Mobilisation générale pour sauver la Grèce

Richard Werly bruxelles



La chancelière Angela Merkel
(21 juillet 2011 - © jock fistick/bloomberg)

> **Zone euro Près de 24 heures de négociations entre Berlin et Bruxelles auront permis de s'entendre sur un deuxième plan d'aide à Athènes**

> **Ses dirigeants n'excluent plus un défaut de paiement**

> **Le Fonds de secours pourrait racheter de la dette publique**

Acculés par les marchés financiers à s'entendre sur des mesures radicales pour surmonter la crise de la dette souveraine grecque, les Chefs d'Etat ou de gouvernement de la zone euro se sont engagés hier soir à soutenir Athènes, en concertation avec les créanciers privés dont l'Allemagne exigeait la participation.

Le mot «défaut», que les agences de notation risquent dans les jours qui viennent d'accoler à ce dispositif conclu à l'arraché, a été volontairement évité. «Notre message est clair: la Grèce paiera sa dette», a assuré Nicolas Sarkozy. Une détermination ponctuée d'un autre avertissement, cette fois destiné à éviter toute contagion: «Ce que nous faisons pour la Grèce est unique. Nous ne le ferons pour aucun autre pays», a poursuivi le président français qui, après sa visite à Berlin mercredi soir, affichait à son compteur, comme Angela Merkel, vingt-quatre heures de discussions quasi ininterrompues.

Les trois acquis de ce sommet de la «dernière chance» de la zone euro correspondent, peu ou prou, aux attentes des marchés financiers qui ont d'ailleurs salué les premières annonces par une nette remontée boursière jeudi.

Le premier acquis est la confirmation d'un second plan de sauvetage de la Grèce. Il devrait atteindre 109 milliards d'euros, pour l'essentiel financé par la baisse des taux d'intérêt des prêts existants, l'allongement de leur durée, plus de nouveaux emprunts du Fonds de secours européen (EFSF) qui pourra participer à une recapitalisation du secteur bancaire grec si nécessaire. Grâce aux efforts conjoints des institutions européennes et du secteur privé, la dette grecque se trouvera allégée de plus de 30 milliards d'euros.

Le second tournant concerne justement l'EFSF. A son propos, les dirigeants de l'eurozone parlent désormais de «Fonds monétaire européen». Ce fonds pourra notamment acheter de la dette souveraine sur le marché secondaire. Il devient le rempart financier de la zone euro, en lien direct avec la Banque centrale européenne. Ses emprunts, de fait, reviendront à mutualiser une partie de la dette des dix sept pays dotés de la monnaie unique, instituant les fameuses «euro-obligations».

Troisième acquis: la promesse de décisions rapides en matière de gouvernance économique. La France et l'Allemagne ont promis de rendre leur copie avant la fin de l'été. Le président du Conseil Européen, Herman Van Rompuy, devra les formaliser d'ici à octobre. L'homme clef de ce dossier, à l'évidence, est le président de la BCE Jean-Claude Trichet, dont la proposition de créer un «ministère des finances» de l'UE a clairement fait son chemin. Opposant longtemps irréductible à l'implication des créanciers privés et à tout rééchelonnement de la dette grecque qui puisse être apparentée à un défaut de paiement, le banquier central français, dont le mandat s'achève fin octobre, a été de toutes les discussions.

Il était à Berlin dans la nuit de mercredi. Il a bataillé à Bruxelles aux côtés de la nouvelle directrice du Fonds Monétaire International Christine Lagarde. Il a tenu de longs apartés avec les dirigeants néerlandais et finlandais, soumis à une forte pression populiste dans leurs pays pour refuser toute rallonge aux pays les plus vulnérables. Son intervention, à la fin du sommet, a été l'une des plus suivies.

La longueur des débats, et leur âpreté, s'est surtout focalisée sur la participation volontaire des banques, assurances et autres fonds de placements détenteurs de titres souverains grecs. Plusieurs grands banquiers européens ont été consultés, mercredi soir, par la France et l'Allemagne. Ils ont ensuite assisté, hier, au déjeuner lors du sommet à Bruxelles. «Nous avons beaucoup discuté avec eux. Il aurait été inconcevable de leur imposer une solution», a jugé le premier ministre Luxembourgeois Jean-Claude Juncker.

Point clef de ce sommet: aucune participation des créanciers privés au sauvetage du Portugal et de l'Irlande n'est au programme. «La logique déployée pour la Grèce est une logique d'exception», a affirmé Nicolas Sarkozy. «La Grèce est une situation absolument exceptionnelle», a renchéri Jean-Claude Trichet. La détermination des autres pays de la zone euro à honorer leur signature sera inflexible.»

